

Point de conjoncture

9 mai 2022



Pénalisé par la crise sanitaire (Omicron), certes de manière beaucoup moins aiguë qu'en 2020-2021, puis par une crise géopolitique majeure (guerre en Ukraine), le PIB français a marqué le pas au premier trimestre 2022. C'est notamment la consommation des ménages qui a pâti de la situation sanitaire, puis de l'incertitude et de l'accélération des prix.

Au début du deuxième trimestre, la situation sanitaire est sensiblement meilleure dans les pays européens mais s'est dégradée en Chine, avec un impact direct de la stratégie « zéro Covid » sur la production de ce pays. La situation géopolitique à l'est de l'Europe reste quant à elle particulièrement sombre. Les enquêtes de conjoncture traduisent cette montée de l'incertitude mais aussi la relative résistance du climat des affaires.

À l'horizon de la prévision (juin 2022), ces chocs d'offre négatifs continueraient à alimenter l'inflation : le glissement annuel des prix à la consommation se situerait entre 5 et 5 ½ % – il dépasserait 7 % sans les mesures de « bouclier tarifaire » et de « remise à la pompe ». Le PIB ne progresserait que d'environ ¼ % au deuxième trimestre 2022 par rapport au premier. Pour ce qui est de la croissance annuelle, l'acquis à mi-année pour 2022 serait de +2,6 %, après +7,0 % sur l'ensemble de 2021.

Au premier trimestre 2022, le PIB français a marqué le pas sous l'effet notamment de la vague Omicron et de la guerre en Ukraine

Le début d'année 2022 a été marqué par la persistance de la crise sanitaire, avec en particulier la vague Omicron et ses nombres inédits de contaminations en Europe, et par l'intensification de la crise géopolitique entre la Russie et l'Ukraine, débouchant sur la guerre à partir du 24 février.

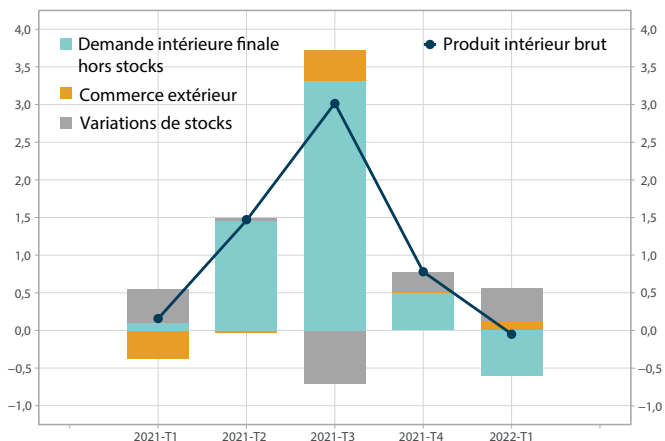
Ces chocs exogènes ont pesé sur l'activité économique, en France (où le PIB du premier trimestre 2022 est resté stable par rapport au dernier trimestre 2021) comme dans l'ensemble de la zone euro (où il a progressé de 0,2 %). En France, ce résultat a constitué une demi-surprise. Le scénario anticipé dans la *Note de conjoncture* de mars était

bien celui d'un ralentissement sensible du PIB et d'un recul de la consommation ; mais les hausses de prix et le climat d'incertitude ont conduit à un freinage plus marqué que prévu des achats des ménages (► **figure 1**).

Dans le détail, le premier trimestre a été contrasté au mois le mois : en janvier, la vague Omicron a pénalisé en particulier l'hôtellerie-restauration, dont l'activité a toutefois rebondi dès février (► **figure 2**) avec la levée des restrictions sanitaires. La consommation des ménages en biens, qui avait nettement reculé en janvier avant de se redresser quelque peu en février, a baissé à nouveau en mars. La production industrielle a quant à elle été dynamique sur le trimestre, même si certaines branches, comme l'automobile, continuent de pâtir fortement de difficultés d'approvisionnement.

► 1. Variations trimestrielles du PIB et contributions des postes de la demande

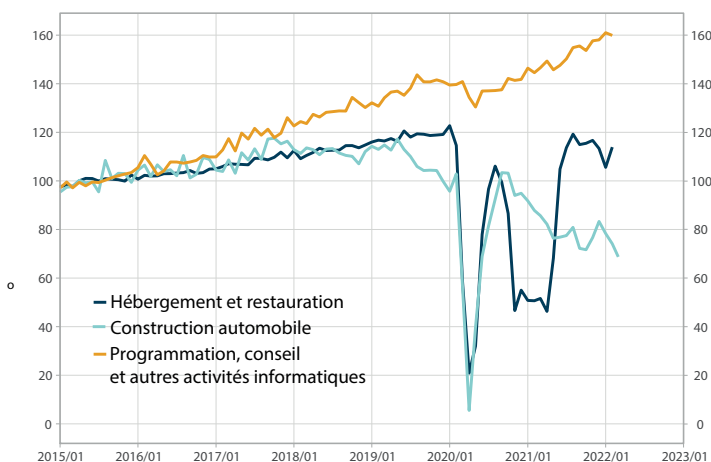
variations trimestrielles en % et contributions en points



Source : Insee

► 2. Indices mensuels de production dans quelques branches des services et de l'industrie

données CVS-CJO, base 100 en 2015



Derniers points : mars 2022 pour l'industrie, février pour les services
Source : Insee

Les chocs d'offre négatifs augmentent les difficultés d'approvisionnement et les prix de production

Ces difficultés d'approvisionnement, qui s'étaient intensifiées tout au long de l'année 2021, avaient reflué quelque peu au tout début de 2022. Elles se renforcent à nouveau ce printemps, sous l'effet conjugué d'une demande qui est restée forte au niveau mondial et d'une offre bridée notamment par la guerre en Ukraine et par la stratégie très stricte de lutte contre le Covid-19 en Chine.

Selon les enquêtes de conjoncture menées en avril par l'Insee auprès des entreprises, 45 % des industriels pointent ainsi des difficultés d'approvisionnement, un niveau équivalent à celui d'octobre dernier, lequel était au plus haut depuis le début de la série (1991). Cette proportion s'élève en avril à 39 % dans le bâtiment, un niveau également inédit dans ce secteur (► **figure 3**).

La hausse concomitante des cours de l'énergie et des matières premières se répercute par ailleurs dans les prix de production, mesurés lors de la première commercialisation des produits : il s'agit des prix en « sortie de ferme » pour l'agriculture, en « sortie d'usine » pour les produits industriels, ou des prix de réalisation d'une prestation pour les services et la construction.

Les prix agricoles à la production ont ainsi connu une accélération spectaculaire en mars, à +27 % sur un an, avec notamment +69 % pour les céréales, dans le contexte de la guerre en Ukraine. Les prix de production industriels ont quant à eux augmenté de 24 % sur un an, une hausse tirée en grande partie par l'énergie et la cokéfaction-raffinage ; mais même en retirant ces produits, l'augmentation est tout de même de 11 % sur un an (► **figure 4**). La hausse est un peu plus mesurée pour la construction (+5 % sur un an au quatrième trimestre 2021) et les services (+3,5 % sur un an, mais +75 % pour le seul transport maritime et côtier de fret).

Les hausses des prix de production continueraient à se répercuter, en partie, sur les prix à la consommation, alimentant l'inflation totale tout comme l'inflation sous-jacente

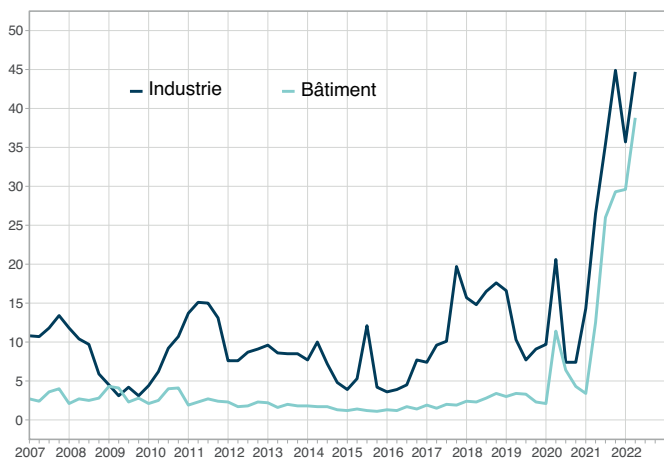
Ces vives hausses des prix de production ont d'ores et déjà commencé à se répercuter, certes partiellement et progressivement, sur les prix à la consommation. Ce mouvement se poursuivrait au cours des prochains mois : dans les enquêtes de conjoncture, les soldes d'opinion des entreprises sur l'évolution prévue de leurs prix de vente attestent de ces pressions sous-jacentes.

Le rythme et l'ampleur des hausses de prix à venir restent néanmoins difficiles à prévoir de manière précise dans le contexte actuel. Les évolutions des cours de l'énergie et des matières premières demeurent en effet largement conditionnées par les développements géopolitiques autour de la Russie. L'hypothèse retenue dans ce *Point de conjoncture* est celle d'une stabilité des cours autour des niveaux mesurés début mai (soit, pour le baril de Brent, 105 \$ et 100 €). Par ailleurs, compte tenu de l'ampleur de leur hausse, la vitesse de transmission des prix de production aux prix à la consommation peut éventuellement s'écarter de celle habituellement estimée.

Au total, à l'horizon de la mi-année, le glissement annuel de l'indice des prix à la consommation continuerait d'augmenter. Il s'élèverait à +5,2 % sur un an en mai (après +4,8 % en avril selon l'estimation provisoire), puis +5,4 % en juin (► **tableau 5, figure 6**). Les mesures de « bouclier tarifaire » sur les prix du gaz et de l'électricité conjuguées à la « remise à la pompe » sur les prix de l'essence continueraient à contenir sensiblement l'inflation. Sans elles, la prévision pour mai serait rehaussée d'environ 2 points de pourcentage et dépasserait donc +7 %.

► 3. Difficultés d'approvisionnement dans l'industrie et le bâtiment

% d'entreprises limitées dans leur production pour cette raison



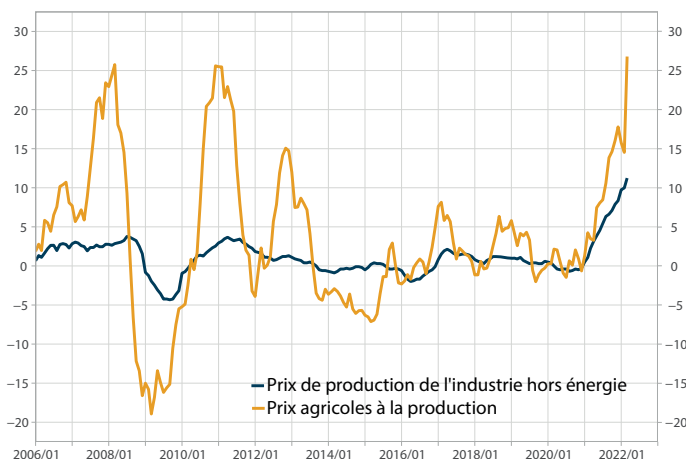
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Dernier point : avril 2022

Source : Insee, enquêtes de conjoncture

► 4. Prix de production dans l'industrie (hors énergie) et dans l'agriculture

glissement annuel en %



Dernier point : mars 2022

Source : Insee

Dans le détail, le glissement annuel des prix en juin dépasserait 6 % pour l'alimentation et se situerait autour de 3 % sur un an pour les produits manufacturés ainsi que pour les services – les prix de certains services pouvant être tirés à la hausse dans le sillage de la revalorisation de 2,65 % du Smic intervenue le 1^{er} mai. Le glissement annuel des prix de l'énergie pourrait diminuer quelque peu par « effet de base », mais il resterait très élevé, au-dessus de 25 %.

L'inflation sous-jacente, qui mesure la tendance de fond de l'évolution des prix en écartant ceux qui sont habituellement les plus volatils, aurait dépassé 3 % sur un an en avril et s'élèverait à environ 3,5 % en juin.

La consommation des ménages pourrait légèrement rebondir au deuxième trimestre 2022, malgré la baisse prévue du pouvoir d'achat

Au premier trimestre 2022, la baisse du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages par unité de consommation (UC) aurait été marquée (de l'ordre de -1 ½ % par rapport au dernier trimestre 2021), compte tenu tout à la fois de la hausse des prix et du contrecoup mécanique du versement de l'« indemnité inflation » comptabilisée entièrement au trimestre précédent. Les données sur les revenus du premier trimestre ne sont toutefois pas encore disponibles et l'Insee les publiera fin mai, en même temps que le compte annuel provisoire de 2021, un exercice qui peut classiquement occasionner des révisions méthodologiques. Au deuxième trimestre 2022, le dynamisme de l'inflation pourrait conduire à une

nouvelle baisse du pouvoir d'achat par UC, quoique plus modérée (de l'ordre de -½ %).

La consommation des ménages a nettement diminué en volume au premier trimestre (-1,3 %, soit, compte tenu de la hausse des prix, une stabilité en valeur). En particulier, la consommation de biens a chuté (-1,7 %), ainsi que celle de certains services (-5,3 % dans l'hébergement-restauration). En outre, l'enquête de conjoncture auprès des ménages (► **figure 8**) pointe quant à elle un certain attentisme face à l'incertitude et à la hausse des prix. Le solde d'opinion sur l'opportunité d'effectuer des achats importants baisse fortement, tandis que celui sur l'opportunité d'épargner reste élevé. Toutefois, certains facteurs baissiers (en particulier la situation sanitaire) qui ont joué début 2022 ne joueraient plus au deuxième trimestre. Les services d'hébergement-restauration et de transports pourraient par exemple bénéficier d'un effet de rattrapage. La consommation de biens resterait quant à elle stable sur le trimestre, comme le suggère l'exploitation des montants agrégés de transactions par carte bancaire CB au mois d'avril.

Au total, à la faveur du rebond de certaines activités de services pénalisées en début d'année, la consommation des ménages pourrait se redresser légèrement au deuxième trimestre. Le taux d'épargne fléchirait alors quelque peu, restant cependant au-dessus de son niveau d'avant la crise sanitaire. Le surcroît d'épargne accumulée pendant les confinements, susceptible d'aider à amortir le choc de prix, ne serait ainsi pas consommé à ce stade au niveau global, même si au niveau individuel certains ménages ont pu commencer à le dépenser.

► 5. Inflation d'ensemble passée et prévue

glissement annuel en % de l'indice des prix à la consommation

	mars 22	avril 22	mai 22	juin 22	2021 (moyenne annuelle)
Inflation d'ensemble	4,5	4,8	5,2	5,4	1,6
Inflation sous-jacente	2,5	3,2	3,4	3,5	1,1

■ Estimation provisoire

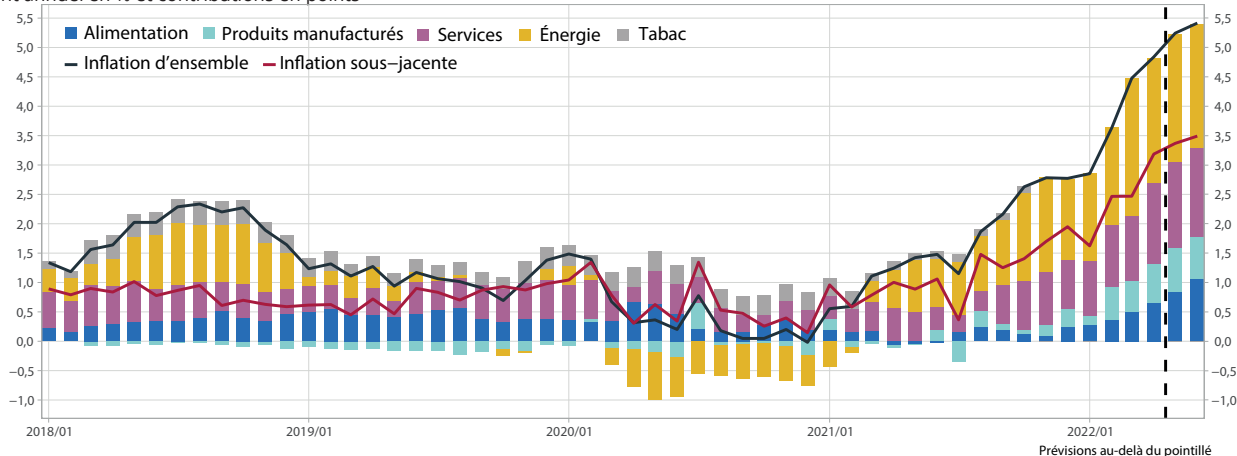
■ Prévission

Lecture : entre avril 2021 et avril 2022, l'indice des prix à la consommation a progressé de 4,8 %, selon l'estimation provisoire.

Source : Insee

► 6. Inflation d'ensemble et contributions par poste

glissement annuel en % et contributions en points



Lecture : en avril 2022, les prix à la consommation ont progressé de 4,8 % sur un an, selon l'estimation provisoire. Ils progresseraient de 5,2 % sur un an en mai 2022. Note : pour avril 2022, l'inflation d'ensemble constitue une estimation provisoire et l'inflation sous-jacente une prévision.

Source : Insee

La croissance du PIB au deuxième trimestre 2022 serait modérée

Les enquêtes de conjoncture collectées en avril auprès des entreprises traduisent la montée de l'incertitude mais aussi une certaine résistance du climat des affaires, en particulier dans les services, qui bénéficient de l'amélioration de la situation sanitaire en France. La chute des perspectives de ventes est en revanche marquée dans le commerce de détail, en écho à la chute de la confiance des ménages, observée en France comme dans l'ensemble de la zone euro.

Dans l'industrie, les signaux issus des enquêtes sont contrastés. Les perspectives de production ont nettement reculé notamment en mars, mais le solde d'opinion associé se maintient à ce stade au-dessus de sa moyenne de longue période (► **figure 9**). Les contraintes d'offre sont au plus haut et les difficultés de demande actuelles sont considérées comme au plus bas, mais les perspectives de demande fléchissent en avril par rapport à janvier. Les perspectives d'investissement déclarées dans les enquêtes ne décrochent pas.

Par ailleurs, l'emploi salarié privé a ralenti au premier trimestre 2022 (+0,3 % après +0,6 % au trimestre

précédent), mais sa progression est restée significative, avec une contribution importante du tertiaire non marchand. Le climat de l'emploi demeure favorable selon les enquêtes de conjoncture, qui pointent également des difficultés persistantes pour recruter, sans doute pour partie en lien avec des recompositions sectorielles.

Le PIB français ne rebondirait que modestement au deuxième trimestre (+¼ % prévu, après 0,0 % au trimestre précédent), soutenu notamment par un effet de rattrapage dans les activités de services affectées par la vague Omicron en janvier. L'acquis de croissance en moyenne annuelle pour 2022 s'élèverait à +2,6 % à mi-année (► **tableau 7**), après +7,0 % sur l'ensemble de l'année 2021.

À ce stade, les données disponibles suggèrent donc un scénario de croissance modeste plutôt que de contraction de l'activité. Les risques autour de cette prévision sont cependant importants : regain des tensions sur les prix de l'énergie et accentuation de celles sur l'approvisionnement en lien avec les développements géopolitiques, paralysie de l'économie chinoise compte tenu de la stratégie « zéro Covid » et des difficultés du secteur immobilier, durcissement des politiques monétaires notamment aux États-Unis. ●

► 7. Activité économique (PIB) passée et prévue

en %

Produit intérieur brut	2020				2021				2022		2020	2021	Acquis 2022
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Variations trimestrielles	-5,6	-13,4	18,6	-1,1	0,2	1,5	3,0	0,8	0,0	¼	-8,0	7,0	2,6
Écart au T4 2019	-5,6	-18,3	-3,2	-4,3	-4,1	-2,7	0,2	1,0	1,0	1 ¼			

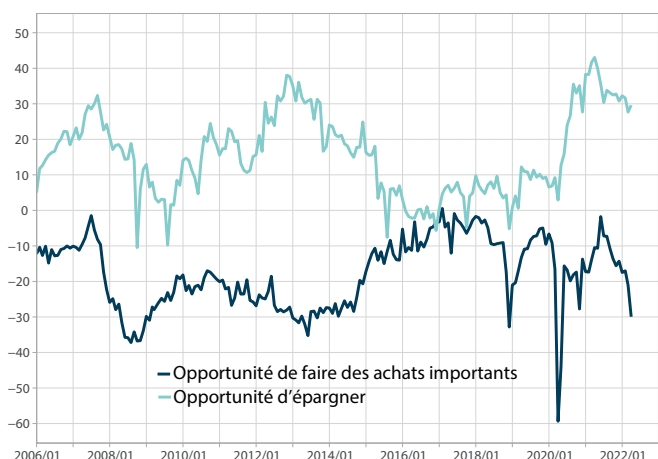
■ Préviation

Lecture : au premier trimestre 2022, le PIB est resté stable, se situant 1,0 % au-dessus de son niveau du quatrième trimestre 2019. Il progresserait de ¼ % au deuxième trimestre 2022. L'acquis de croissance à mi-année serait de 2,6 % en 2022, après une croissance annuelle de +7,0 % en 2021.

Source : Insee

► 8. Soldes d'opinion sur l'opportunité d'épargner et sur l'opportunité de faire des achats importants

soldes de réponses CVS, en points

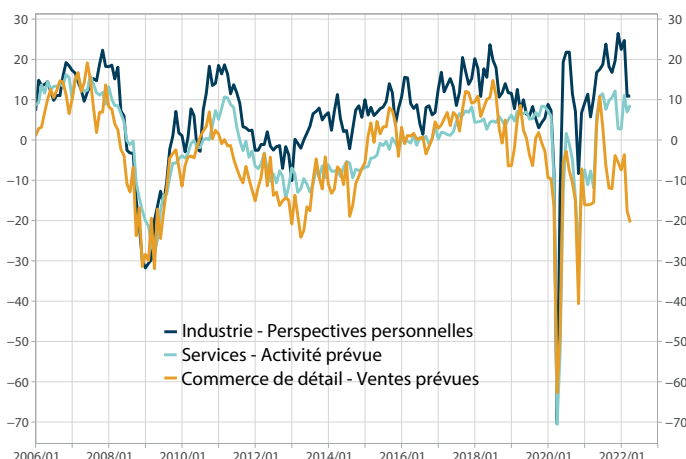


Dernier point : avril 2022

Source : Insee, enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages

► 9. Soldes d'opinion sur les perspectives d'activité des entreprises par secteur

solde d'opinion, en %, CVS



Dernier point : avril 2022

Source : Insee, enquêtes de conjoncture

Document disponible sur le site web de l'Insee <https://www.insee.fr>

Rédaction achevée le 6 mai 2022

Rédaction : département de la conjoncture
Rédacteurs en chef : Julien Pouget, Olivier Simon

Sec. de rédaction : Fabrice Hillaireau

Mise en page : Séverine Clément,
Jean-Pierre Catan

PTC 2205

ISSN : 1253-1316

